

Dans le cadre de l'évolution de la Politique de la ville, jeudi 26 avril, Jean-Louis BORLOO a remis au Premier Ministre son rapport pour les quartiers prioritaires. C'est dans ce contexte que le 6 avril dernier, aux rencontres nationales de France Urbaine, l'ancien ministre a déclaré : « Il faut un total big-bang institutionnel »...



## Le rapport Borloo

Le discours de Jean-Louis BORLOO en date du 6 avril 2018 s'oriente ainsi vers un changement sur plusieurs points :

- L'idée de limiter les appels à projet dans le domaine social,
- La transformation de l'ANRU en un outil pour la rénovation urbaine moins complexe et dont le fonctionnement pourrait se rapprocher d'une « fondation »,
- Un engagement fort de l'État sur sa mission de justice et de sécurité publique,
- Une synergie plus grande des caisses d'allocations familiales (CAF) et des départements pour la politique de l'enfance, et la "fusion" de la médecine scolaire (service de l'État) avec les services départementaux de la protection maternelle infantile (PMI),
- L'amélioration des mobilités (géographiques, professionnelles...), notamment via un plan de lutte des acteurs de la formation professionnelle sur l'« illettrisme »,

- La question de la place des femmes et notamment des mères cheffes d'un ménage monoparental a également été évoquée.

Son rapport, remis au 1er Ministre le 26 avril et intitulé "Vivre ensemble, Vivre en grand. Pour une réconciliation nationale" se compose ainsi de **19 « programmes » thématiques**. Un comité interministériel des villes (CIV) est attendu ce printemps pour restituer ces travaux ainsi que les résultats des différents groupes de travail, en particulier initiés par l'Etat (CGET et Préfets) en application de la [circulaire de décembre 2017](#) [1]. Dans ce contexte devrait être dévoilé le plan de mobilisation en faveur des quartiers. [Télécharger le rapport Borloo sur le site du Ministère de la Cohésion des territoires.](#) [2]

## **France Urbaine et l'Assemblée des communautés de France (AdCF) signent le Pacte de Dijon**

C'est également début avril, lors de cette même journée, que les deux associations d'élus urbains ont appelé les élus locaux à signer un pacte d'engagement en faveur de la cohésion urbaine et sociale : le pacte de Dijon. Si la Politique de la ville y est défendue (le pacte souligne que des reconquêtes ont eu lieu, par exemple via l'intégration socio-économique et culturelle de ménages accueillis dans les quartiers), les Présidents de France Urbaine et de l'AdCF y soulignent le rôle d'autorité organisatrice qu'a développé et que doit consolider l'intercommunalité en la matière notamment en s'appuyant sur ses compétences d'habitat, de mobilité ou encore de développement économique, mais aussi sur les questions d'accès à l'emploi ou de projets éducatifs territoriaux par exemple.

C'est en retour d'un engagement fort de l'État « sur les responsabilités majeures qui sont les siennes, notamment sur les services publics fondamentaux que sont l'Éducation, la sécurité et la justice, la santé » que les intercommunalités assureront ces engagements.

La conclusion du manifeste fait la synthèse: « rien ne se fera sans l'action des agglomérations et métropoles, rien ne se fera sans l'action de l'État. En somme, il s'agit de signer un pacte d'engagement pour la cohésion urbaine et sociale ». Retrouvez le [manifeste en ligne sur le site de l'AdCF](#) [3]. Retrouvez également [le site dédié au pacte pour la cohésion urbaine ici](#). [3] On note que pour les Hauts-de-France, la Communauté d'Agglomération du Pays de St Omer, la Communauté Urbaine d'Arras et la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole ont signé ce pacte.

## **Contributions des têtes de réseau**

Dans le cadre de ces avancées au niveau national, plusieurs têtes de réseaux ont apporté leur contribution à la réflexion. Retrouvez en ligne :

- [la contribution de Question de ville](#) [4] (l'association des directeurs des centres de ressources Politique de la ville),
- [la contribution des associations « Fabrique Territoires Santé » et « Élus, santé publique et territoires »](#) [5],
- Le manifeste pour une nouvelle politique de cohésion urbaine de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU), en téléchargement ici:



15 mars 2018

## CONTRIBUTION

### Contribution de la Fnau au plan Banlieue porté par Jean-Louis Borloo

Les ambitions affichées par le Président de la République en novembre 2017 portent principalement sur deux champs : « remettre la République au cœur de ces quartiers afin que ceux qui y vivent bénéficient des mêmes droits et services qu'ailleurs » et « favoriser l'émancipation des habitants, la mobilité et l'insertion par l'éducation et l'emploi ».

Les agences d'urbanisme sont des partenaires locaux historiques de la mise en œuvre et du suivi de la politique de la ville. Afin de renforcer les dynamiques de solidarité et de cohésion au sein des quartiers, souhaités par le Président de la République, les agences d'urbanisme identifient trois grandes inflexions à opérer :

- changer le regard sur les quartiers politiques de la ville en intégrant la notion de ressenti ;
- inventer de nouvelles méthodes mettant les usages au cœur, pour co-construire autrement ;
- intégrer le quartier à l'échelle de l'agglomération

#### Préconisations

> Renforcer l'ingénierie locale en moyen d'observation et d'évaluation pour que chacun puisse tracer son avenir

- Pérenniser les observatoires locaux pour aider les élus et techniciens au pilotage de la politique de la ville, renforcer la dimension pédagogique et d'animation du débat local, former et accompagner les acteurs locaux et les conseils citoyens à s'approprier les outils d'observation pour la conduite de leurs actions ;
- Renforcer l'ingénierie pour accompagner les villes moyennes dans la mise en place d'outil d'observation et d'évaluation ;
- Approfondir des champs d'observation croisés en vue d'une meilleure prise en compte des habitants des quartiers de la politique de la ville dans les politiques publiques d'agglomération : santé et urbanisme, éducation/insertion professionnelle/emploi, mobilité / déplacements vers l'emploi, mobilité résidentielle et mixité sociale, accès aux équipements de proximité et services publics, au numérique, ... Ces travaux multi-thématiques et à différentes échelles (agglomération, territoire environnant, quartier) doivent déboucher sur une mobilisation et une co-construction de programmes d'actions en mobilisant le droit commun.
- Poursuivre la mise en réseau des observatoires locaux et l'articulation avec les démarches nationales, notamment celle du CGET (ONPV, Sig), de l'ANRU et de l'INSEE (outils cartographiques interactifs, fiches quartiers, données carroyage, nouveaux fournisseurs de données...)

**Poids :** 5.78 Mo

[Téléchargement](#) [6] [Favoris +](#) [7]

Dates: Mardi 17 avril 2018 - 17:30

Thématiques: [Politique de la ville - DSU](#) [8]

Publié le 17 avril 2018

**URL de la source (modifié le 27/04/2018 - 16:41):** <https://www.irev.fr/actualites-0/politique-de-la-ville-rapport-borloo-et-point-sur-les-evolutions-en-cours>

### Liens

[1] <https://www.irev.fr/actualites-0/politique-de-la-ville-une-circulaire-pour-poursuivre-la-mobilisation>

[2] <http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/rapport-de-jean-louis-borloo-vivre-ensemble-vivre-en-grand-pour-une-reconciliation-nationale>

[3] <https://www.pacte-cohesion-urbaine.fr/>

[4] [http://www.reseau-crpv.fr/pmb-publication/?pmb\\_p=81269](http://www.reseau-crpv.fr/pmb-publication/?pmb_p=81269)

[5] [https://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/cp\\_espt\\_fabrique\\_3\\_avril\\_2018.pdf](https://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/cp_espt_fabrique_3_avril_2018.pdf)

[6] [https://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/fnaunote\\_2\\_contribution\\_fnau\\_missionborloo.pdf](https://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/fnaunote_2_contribution_fnau_missionborloo.pdf)

[7] <https://www.irev.fr/javascript%3A%3B>

[8] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3692>